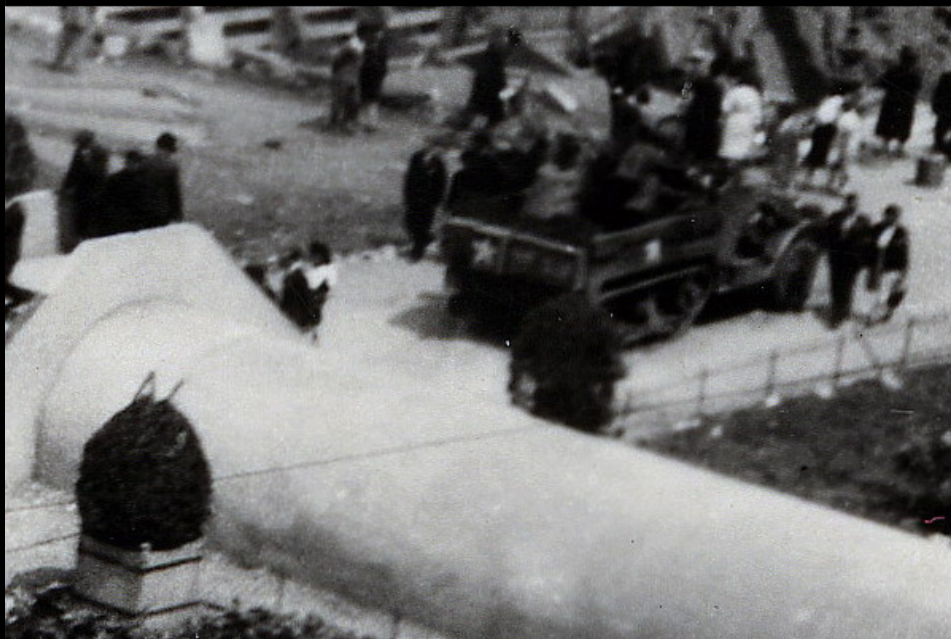


HISTOIRE DE RENNES
DOSSIER



HEURES SOMBRES À RENNES

Kristian HAMON – MAI 2012
Avec le témoignage de Jean FLOURIOT



www.archives.rennes.fr



HEURES SOMBRES À RENNES

PRÉSENTATION DE JEAN FLOURIOT

Résistant. Inspecteur de police judiciaire. Chevalier de la Légion d'honneur.

Vous êtes né à Plouézec, mais votre père était originaire de Plourivo, la commune voisine. Vous auriez pu être l'élève de Yann Sohier, l'instituteur breton de Plourivo et père de l'historienne Mona Ozouf, mais vous étiez à l'école de Plouézec (Côtes-d'Armor). Vous m'avez raconté qu'un autre voisin de Plourivo, Marcel Cachin, venait parfois déjeuner chez votre père en compagnie de Frédéric et Irène Joliot-Curie.

Vous avez ensuite continué votre scolarité au lycée Anatole Le Braz de Saint-Brieuc, ce lycée qui a tant donné à la Résistance, où vous avez obtenu votre baccalauréat. Il me semble que vous avez également fréquenté l'école d'Hydrographie de Paimpol, qui verra bon nombre de ses élèves rejoindre l'Angleterre.

Lors de la « drôle de guerre », vous êtes surveillant dans un lycée de Cholet. A l'arrivée des Allemands, l'année scolaire terminée, vous allez travailler dans une ferme de la Vendée conservatrice et catholique et attendez que les choses se calment. Vous achetez ensuite une bicyclette d'occasion et revenez chez votre mère, votre père étant souvent en mer. C'est une femme de caractère, aux convictions gaullistes bien affirmées. Elle vous croyait d'ailleurs parti rejoindre le général en Angleterre. Mais il est trop tard pour franchir la Manche, les Allemands surveillent les côtes.

L'influence familiale ou l'origine sociale ne sont pas une règle absolue dans le choix d'un engagement dans la Résistance, voire même dans la collaboration, les contre-exemples abondent. Mais votre père, marin d'Etat, qui sera démobilisé, participera à la lutte contre l'occupant et s'engagera politiquement après-guerre. Votre oncle, Yves Flouriot, était également un homme engagé. En 1936, il est à l'origine du Secours Rouge de Saint-Brieuc avec Louis Guilloux. En 1943 sera arrêté et déporté en Allemagne, d'où il ne reviendra pas.

Albert FLOURIOT

un marin qui sait ce qu'il veut

Albert Flouriot est né à Plou-rivo. Après une carrière bien remplie dans la Marine, notre camarade s'est retiré à Plouézec. Mais, quoique retraité, la carrière d'Albert Flouriot n'était pas terminée.

Comme tout bon Français, il entre dans la Résistance qu'il organise à Plouézec. Il adhère au Parti Communiste clandestin.

Jeune encore de caractère et de cœur, il recrute les F.T.P. pour le maquis. Au moment de la Libération, il organise le camp Lefèvre - Le Roy, groupant plus de 500 hommes.

Flouriot dirige la libération de Plouézec et participe à la libération de Paimpol.

Président du Comité local de Libération, il est nommé maire au départ des Allemands. Depuis, une majorité massive l'a confirmé dans son poste.

Plouézec donne à notre Parti la majorité absolue, car si Flouriot a été un résistant, il est aussi un réalisateur, plaçant sa commune à l'avant-garde des municipalités communistes des Côtes-du-Nord.

Ses administrés trouvent en Albert Flouriot un défenseur énergique.

Les marins trouvent en lui un homme compétent et résolu.

LE 10 NOVEMBRE, LES MARINS DES COTES-DU-NORD, A



L'AVANT - GARDE DU PROGRES, VOTERONT POUR UN DES LEURS : ALBERT FLOURIOT.

ILS VOTERONT POUR LE PARTI QUI LES A TOUJOURS DEFENDUS.

LES MARINS VOTERONT « COMMUNISTE » !

HEURES SOMBRES À RENNES

Der Befehlshaber

der Sicherheitspolizei und des SD
im Bereich des Militärbefehlshabers
in Frankreich

Sicherheitspolizei (SD) — Kommando
Rennes

Az. : II pol 272-4 L

Bei Antwort oder Rückfrage,
Diktatzeichen angeben.

Rennes, den 16. Februar 1943

An die
Madame F l o u r i o t

P a r i s XIII
=====
1 rue Veronése

Auf Ihr an die Feldkommandantur St.Brieuc gerichtetes Schreiben vom 7. Februar 1943 teile ich Ihnen mit, daß Ihr Mann, Yves F l o u r i o t, aus sicherheitspolizeilichen Gründen festgenommen und in das Polizeihaftlager Compiègne eingeliefert wurde.

Für den Kommandeur:
i.A.

*By réponse à votre lettre du 7 fev 1943 à la
Kommandantur de St Brieuc, nous vous informons
que votre mari Y. Flouriot a été arrêté
par mesure de sécurité de police et livré au
camp de police de Compiègne*

Lettre du Sicherheitsdienst (SD), 16 février 1943.
Archives départementales des Côtes-d'Armor, 1 J 173.



HEURES SOMBRES À RENNES

Le 1^{er} mai 1943, vous prenez donc vos fonctions au Service régional de Police de Sûreté, l'ancienne Brigade Mobile, située au 41, quai de la Prévalaye à Rennes. Inspecteur de police, vous participez discrètement à la Résistance avec quelqu'un qui comptera beaucoup pour vous. Il s'agit de Louis Pétri, alias « Commandant Tanguy », chef départemental des Francs-Tireurs Partisans Français (FTP). Au mois de mai 1944, peu de temps après le coup de main de « Loulou » Pétri contre la prison de Vitré, vous presentez que votre hiérarchie se méfie de vous.

Vous décidez donc d'abandonner votre poste et partez vous réfugier chez vos parents. Vous n'y restez pas longtemps, de peur d'être arrêté. Vous décidez de vous cacher dans une ferme des environs de Lanleff (Côtes-d'Armor) et rejoignez ensuite le maquis local dans des conditions assez inattendues. Vous participez ensuite à la Libération de Paimpol, le 17 août 1944, puis revenez à Rennes le 19 août pour reprendre votre poste. Vos supérieurs, sachant que vous maîtrisiez la langue bretonne, vous chargent de procéder aux recherches et interrogatoires des nationalistes bretons, membres de la Formation Perrot.



HEURES SOMBRES À RENNES

LA SITUATION À RENNES EN 1940

Les Allemands font leur entrée à Rennes le 18 juin 1940, au lendemain du terrible bombardement de la plaine de Baud qui fit près de 800 morts. Ils ne sont pas seuls.



Bombardement plaine de Baud, 17 juin 1940.
Archives de Rennes, 10 Z 91_12.

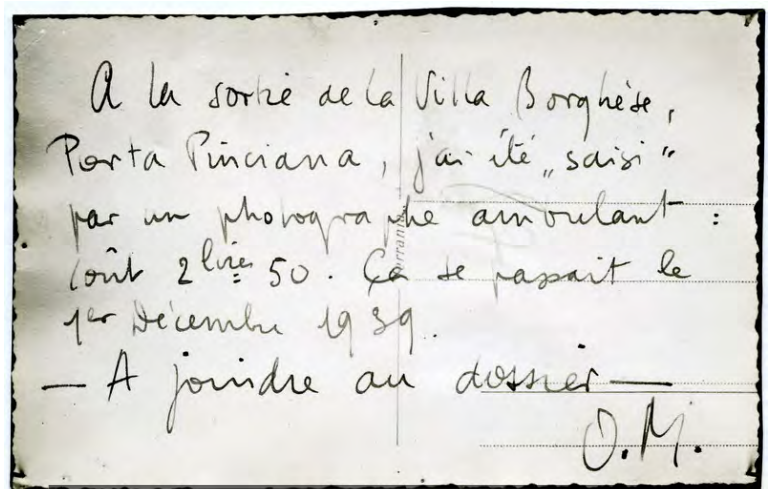


Bombardement plaine de Baud, 17 juin 1940.
Archives de Rennes, 10 Z 91_10.

Dans les fourgons nazis suivent Debauvais et Olier Mordrel, qui avaient pris la fuite en Allemagne, après la dissolution du parti par Daladier en octobre 1939.



Olier Mordrel à Rome, 1^{er} décembre 1939.
Archives de Rennes, I 81_3.



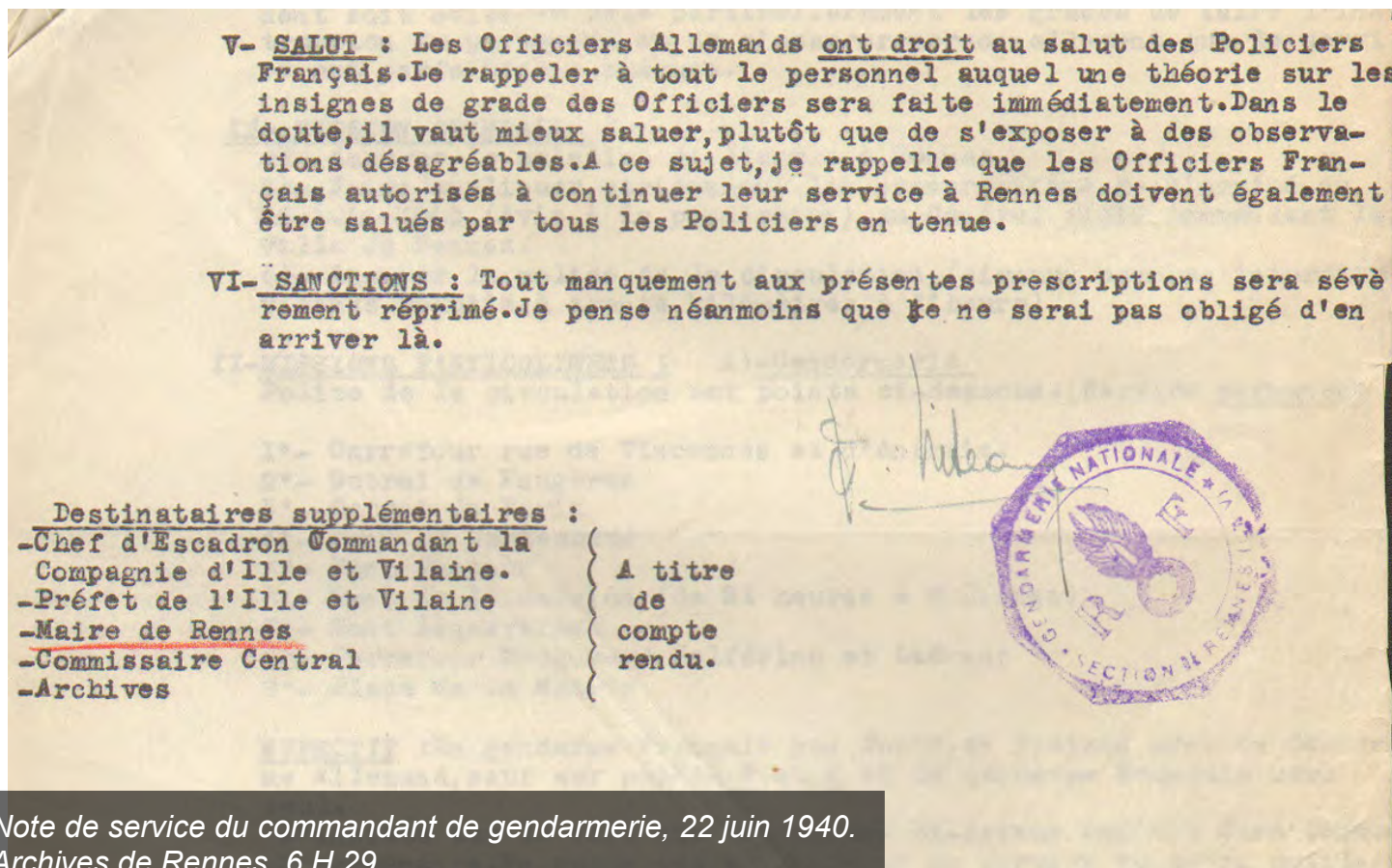
Olier Mordrel à Rome, 1^{er} décembre 1939.
Archives de Rennes, I 81_2.



HEURES SOMBRES À RENNES

Les chefs du Parti National Breton (PNB) en sont convaincus : la défaite de la France et l'arrivée des troupes allemandes doivent permettre à la Bretagne de se doter d'un « État national ». Debauvais arrive à Rennes le 22 juin et s'installe avec des prisonniers bretons libérés des Stalag dans une villa réquisitionnée au 20 rue Waldeck-Rousseau.

L'administration allemande réquisitionne de nombreux bâtiments publics et la Wehrmacht occupe pratiquement toutes les casernes de la ville. L'État-major de la Luftwaffe s'installe dans la villa Bolleli, rue Saint-Martin, et la Kriegsmarine au 16 rue Legraverend. La Feldkommandantur 748 prend ses quartiers dans la faculté des lettres, située place Hoche. La Kreiskommandantur occupe l'ancienne École de Notariat, au 15 rue Poullain-Duparc, mais aussi l'hôtel de la Caisse d'Épargne au 2 rue Martenot. La Platzkommandantur investit l'aile sud de l'Hôtel de Ville. Bon nombre d'hôtels particuliers sont réquisitionnés pour les officiers. Rennes est donc une ville bien occupée et les Allemands ne plaisantent pas avec la discipline. Le 22 juin 1940, le commandant du commissariat de police, situé dans l'actuel Cercle Paul-Bert, rue de Paris, adresse cette note à ses hommes : « Les officiers allemands ont droit au salut des policiers français ».



Note de service du commandant de gendarmerie, 22 juin 1940.
Archives de Rennes, 6 H 29.



HEURES SOMBRES À RENNES

Passée une première période d'abattement et de résignation, les réactions d'hostilité à l'occupant ne tardent pas à se manifester. Il s'agit essentiellement de cris de protestation pendant les actualités allemandes au cinéma, d'inscriptions hostiles, de tracts, d'affiches ou de panneaux arrachés. Le Feldkommandant demande même au maire que les affiches de l'autorité allemande soient apposées à hauteur suffisante pour qu'elles ne soient pas lacérées par les enfants.

DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE RENNES
Rennes, le 6 novembre 1940.

Le Commissaire de Police, Chef de la Sûreté
à Monsieur le COMMISSAIRE CENTRAL

SERVICE DE LA SURETÉ
N° 3802

OBJET :
M/S
d'inscriptions communistes
-1-1-

J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'au cours de la nuit écoulée, des inscriptions communistes ont été faites au noir de fumée, quartier de la Gare, et constatées ce matin à 9 heures, aux emplacements ci-après :

A/ - Angle du Boulevard Ladamec et rue Saint-Hélier, sur le mur du patronage on lit : "Thorez au pouvoir".

B/ - Sur le même mur en face du 96 rue Saint-Hélier : "Vive l'U.R.S.S." plus une faucille et un marteau.

C/ - Pont du chemin de fer Saint-Hélier, (côté est), les inscriptions :
"Vive l'U.R.S.S."
"Thorez au pouvoir"
"Laval au poteau"

D/ - Rue Pierre Martin, sur clôture de la clinique Saint-Yves, face côté Pierre Martin : "Libérez les Communistes".

E/ - Même rue, sur clôture de la gare :
"Faucille et marteau"
"Thorez au pouvoir"
"Confiance-Vive Thorez - Vive l'Armée Rouge"

F/ Rue de Chatillon, sur le mur de la Maison Centrale
"Vive l'U.R.S.S."
et sur la clôture de la gare au face, existe l'inscription :
"Thorez au pouvoir"
"Vive l'U.R.S.S."

Ces inscriptions d'une dimension variant entre 25 et 40 centimètres de hauteur, sont faites aux dires des

Ma et transmis à Monsieur le Maire de Rennes, le 6/11/40
Le Commissaire Central.

DEPT D'ILLE-ET-VILAINE
Rennes
COMMISSARIAT CENTRAL DE POLICE

Lettre du commissaire de police de Rennes, 6 novembre 1940.
Archives de Rennes, 6 H 29.

HEURES SOMBRES À RENNES

Feldkommandantur 581

Rennes, 17. 12. 1940.

Befehl.

An den Herrn Bürgermeister der Stadt

Rennes.

In der Nacht vom 15. /16. Dezember 1940 sind die militärischen Richtungsschilder in der Avenue du Mail abgerissen oder mit der Aufschrift "Heil England" beschmiert worden.

Infolge dieses Vorganges hat der Bürgermeister der Stadt Rennes anzuordnen, daß die Richtungsschilder in der Avenue du Mail vorläufig auf die Dauer von 8 Tagen durch je 2 erwachsene männliche Personen Einwohner des Bezirkes vom Einbruch der Dunkelheit bis zum Hellwerden überwacht werden. Kontrolle der angeordneten Maßnahmen wird durch Feld- Gendarmerie und französische Polizei erfolgen.

A M. le Maire de Rennes.

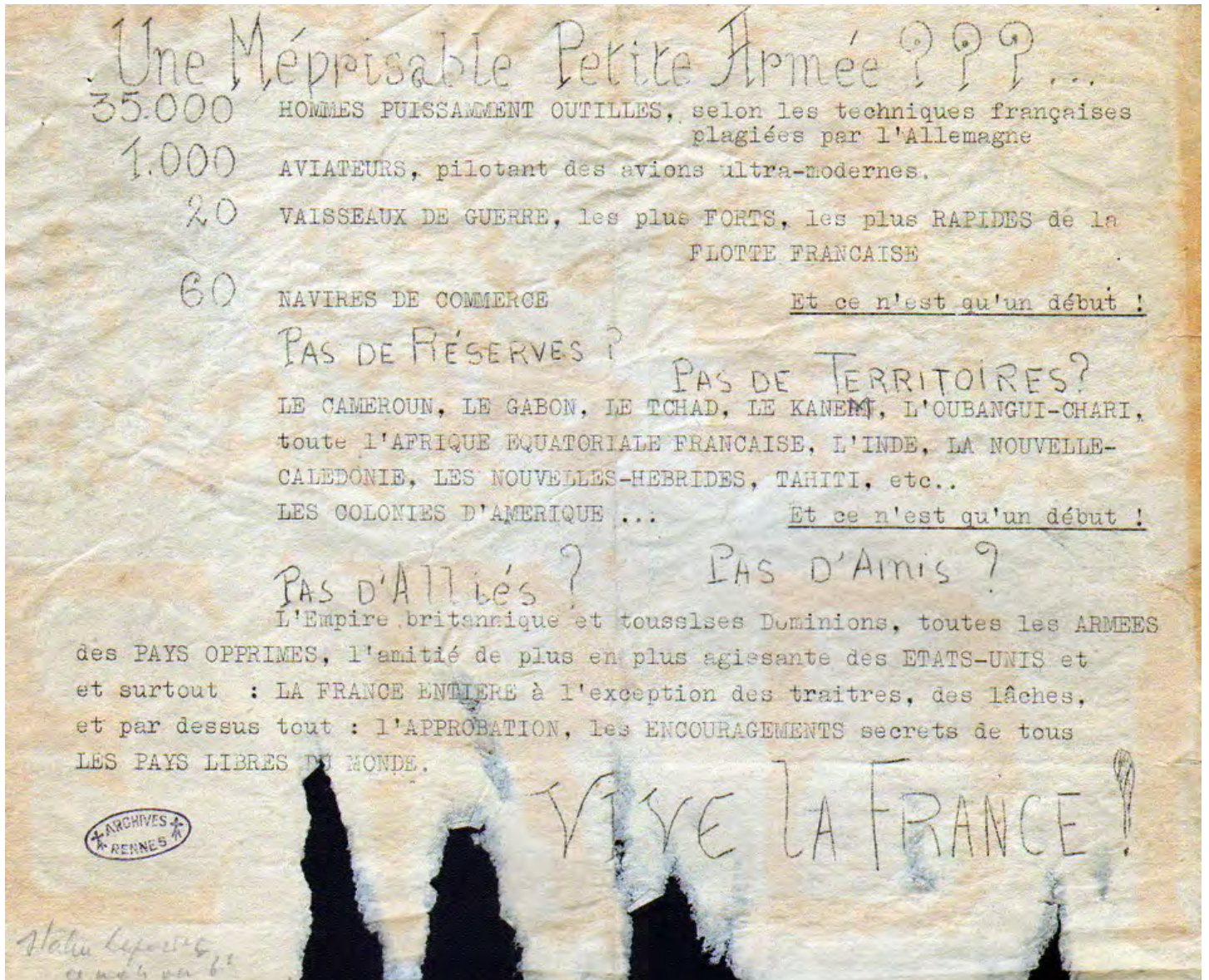
Dans la nuit du 15 au 16 décembre 40, tous les pancartes, militaires, Avenue du Mail ont été arrachés, ou ^{marqués} avec l'inscription Heil England (Vive l'Angleterre).

A la suite de cet incident, M. le Maire est prié, de laisser surveiller ces pancartes, par 2 hommes (civils) pendant d'une durée de 8 jours, à partir du tombant de la nuit jusqu'au commencement du jour.

Le contrôle de ces 2 hommes est assuré par la Gendarmerie allemande et par la police française.

Rapport de la Feldkommandantur, 17 décembre 1940.
Archives de Rennes, 6 H 29.

HEURES SOMBRES
À RENNES



Tract collé sur la statue Leperdit, date inconnue.
Archives de Rennes, 6 H 29.



HEURES SOMBRES À RENNES

5 décembre 40.

le PRÉFET d'ILLE-et-VILAINE

4469

J'ai l'honneur de vous rendre compte que le personnel de police a relevé ce matin au cours d'une ronde effectuée en ville de 9 heures à 10 heures 30, les inscriptions suivantes à la craie et au crayon.

A/S

Inscriptions faites
en ville
-:-:-

1° - Dans l'urinoir rue de l'Horloge, en face le N° 6 : "Vive les Anglais" "Vive de Gaulle" "Pétain aux chiottes".

2° - Sous les arcades du Théâtre: "Hitler aux enfers".

3° - Dans l'urinoir sous le Théâtre : "Vive de Gaulle".

4° - Dans l'urinoir situé à l'angle des rues du Pré-Botté et Jules Simon : "Bravo les Anglais, venez souvent".

5° - Dans l'urinoir à l'intérieur de la Poissonnerie "Vive de Gaulle" "A bas Laval".

6° - Dans l'urinoir de la Place de Bretagne : "Vive de Gaulle" et sur une affiche collée au kiosque au même endroit: "Mort à Hitler" et "A bas les Boches".

7° - Urinoir Place Hoche : "A bas Pétain" "Vive de Gaulle".

8° - De nombreuses inscriptions du même genre existent sur la passerelle^x quartier Gare et dans d'autres urinoirs.

Les services compétents de la voirie ont été aussitôt alertés pour l'enlèvement de ces inscriptions.

Pour en éviter le retour, j'ai demandé à ces services d'envisager la confection d'un enduit gras et de ce qui concerne les murs des urinoirs, d'effectuer un piquetage spécial partout où cette opération est pos.

Vu et transmis à
Le Maire de Rennes
RENNES, le 6.12.1940
Le Commissaire Central
Quineau

x de Quineleu,

Lettre du Préfet au Maire de Rennes au sujet des inscriptions sur les murs de Rennes, 5 décembre 1940. Archives de Rennes, 6 H 29.

HEURES SOMBRES À RENNES

Très rapidement apparaissent les premiers actes de sabotage. C'est ainsi que le 21 août 1940, un câble militaire est sectionné entre la rue Duhamel et l'avenue Louis-Barthou par le jeune mécanicien Marcel Brossier. La réaction des Allemands ne se fera pas attendre. Condamné à mort le 12 septembre, Marcel Brossier sera le premier Rennais à être fusillé butte de la Maltière, le 17 septembre 1940.



WARNUNG

Jede Beschädigung von Nachrichten-Anlagen (Drahtgestängen, Kabelanlagen, Vermittlungseinrichtungen und Postämtern, sowie Funkanlagen) wird mit dem Tode bestraft.

Der Chef der Militärverwaltung
Frankreich.

AVERTISSEMENT

Tout endommagement de moyens de transmission (poteaux télégraphiques, jonctions de câbles, appareils, de bureaux de poste et d'installations radiotélégraphiques) est interdit sous peine de mort.

Le Chef de l'Administration Militaire
en France.

IMP. CHAIX (SUCC. B) 

Affiche allemande, date inconnue.
Archives de Rennes, 6 H 29.



**HEURES SOMBRES
À RENNES**

Bekanntmachung
Der Mechaniker
Marcel BROSSIER
wohnhaft in Rennes, ist wegen Beschädigung eines militärischen Fernsprechkabels durch das Kriegsgericht zum
TODE
verurteilt und am
17. September 1940
ERSCHOSSEN worden
Den 18. September 1940. **Das Kriegsgericht.**

ARRÊT
de la **Cour Martiale**
Pour avoir
saboté les câbles téléphoniques
de l'Armée Allemande, le nommé :
Marcel BROSSIER
Mécanicien
domicilié à Rennes, a été condamné à la
PEINE DE MORT
Il a été
FUSILLÉ
le 17 Septembre 1940
Fait le 18 Septembre 1940. **La Cour Martiale.**

Tessalon - Imprimerie Coopérative - La Halle aux Grains - 18, avenue de Paris - 75011 - Paris

Affiche allemande annonçant la condamnation à mort de Marcel Brosier, septembre 1940. Archives de Rennes, 9 Fi 118.



HEURES SOMBRES À RENNES

LA SITUATION À RENNES EN 1941

Jusqu'alors spontanée et le fait de petits groupes isolés, au début de l'année 1941 la Résistance s'organise. Cependant, beaucoup de communistes n'ont pas attendu l'offensive de la Wehrmacht contre l'URSS au mois de juin de la même année pour entrer en résistance. Les premières sections de l'Organisation Spéciale de combat (OS), créées par le PCF voient le jour dès janvier 1941 à Rennes. Les ouvriers, notamment issus de la SNCF ou des arsenaux prédominent. L'activité principale consiste surtout en propagande et diffusion de tracts ou journaux : *L'Humanité*, *La Vie Ouvrière*, *La Vie du rail*, etc. Mais elle va vite évoluer en récupération d'armes et d'explosifs puis en sabotages du matériel ferroviaire. Ce même mois de juin, nombreux sont les rennais qui s'en souviennent encore, les autorités décident de commémorer le premier anniversaire du bombardement de la plaine de Baud, qui avait eu lieu le 17 juin 1940. Prévenu d'une possible manifestation de la population, le préfet prend la décision de fermer le cimetière de l'Est et installe un cordon de gendarmes devant les grilles. Malgré tout, le dimanche 15 juin, un cortège de 3 à 400 personnes se forme en ville et se dirige vers le cimetière. Les manifestants entonnent alors la Marseillaise devant les gendarmes. Malgré les ordres du préfet, le commandant Guillaudot refuse de faire charger la foule par ses gendarmes. Le Feldkommandant prendra ensuite des mesures de rétorsion contre les Rennais. Quelques étudiants ont été arrêtés et feront l'objet d'un internement administratif.

du Conseil Général; M. le premier président Lemonnier; M. Boussagol, recteur d'Académie; M. Dessart, trésorier payeur général; M. Citeau, chef de gare

docteur de vic
gou,
gallic.

MESURES D'INTERNEMENT ADMINISTRATIF

Li
ayan

Voic
déclar
d'alim
1941 :

La Préfecture communique :
Pour participation aux manifestations des 15 et 16 juin 1941 qui avaient été interdites par arrêté préfectoral, le préfet d'Ille-et-Vilaine a décidé l'internement administratif au camp de Châteaubriant (Loire-Inférieure) :

1° Pour trois semaines :
de M. Michel Ricaud, étudiant aux Beaux-Arts, 3, rue de la Palestine, à Rennes;
M. Louis Piton, étudiant au P.C.B., 18, rue Noël-Dufail, à Rennes;

et de M. Gaston Picard, agent d'administration à la caserne Kergus, demeurant 63, rue Ginguéné, à Rennes.

2° Pour quinze jours :
de M. Pierre Le Damany, étudiant en médecine, demeurant 4, rue Le Bastard à Rennes,

3° Pour huit jours :
de M. Théophile Le Jan, serurier à la S.N.C.F., demeurant 44, rue Etienne-Dolet, à Rennes.

COB
Dan,
teaubr
ryvonr
Rozier
noist,
CO
Belle
CHI
P.
13 ru
Consult
de :
RYTRJ

NAISSANCE

Nous apprenons avec un vif plaisir la naissance d'une petite Christiane DECOUX. Nos félicitations aux heureux parents. Mme

L'OUEST-ECLAIR. — 17 juin 1941

RENNES

ARRÊTÉ DE LA FELDKOMMANDANTUR

I. — Malgré l'avertissement donné dans la Presse par M. le Préfet, des cortèges de manifestants se sont formés dans la ville de Rennes, dans la soirée du dimanche 15 juin, pendant lesquels se sont produites des manifestations en faveur de de Gaulle et de caractère anti-allemand.

A la suite de ces manifestations, j'ordonne :

1° Le couvre-feu pour la population civile de la Ville de Rennes est fixé à 20 h. 30 pour la durée de 10 jours;

2° Les restaurants devront être fermés à 20 heures.

Cet ordre entrera en vigueur le mardi 17 juin et se terminera le jeudi 26 juin 1941 inclusivement.

II. — A la suite de l'ordre du *Militärberfehlshaber* in Frankreich, le couvre-feu dans le département d'Ille-et-Vilaine sera ramené de 23 h. 30 à 23 heures, à partir du vendredi 27 juin 1941. En conséquence, les restaurants devront être fermés à 22 h. 30 à partir de cette même date.


Der FELDKOMMANDANT,
des Départements
Ille-et-Vilaine und Côtes-du-Nord.

ECRIVAIN MALGRE LUI !... Ses Souvenirs de Quartier-Maitre Timonnier valent à M. Jacques Viaud

sous-directeur
aux Miroiteries de l'Ouest

LE TROISIEME PRIX MERIMEE 1941

Qu'un jeune lauréat ait signé Jacques Viaud, une histoire de Mer qui le révèle au public, c'est assez pour que l'on s'imagine avoir af-



L'Ouest-Eclair, 18 juin 1941.

L'Ouest-Eclair, 17 juin 1941.



HEURES SOMBRES À RENNES

À la suite de cette manifestation, les Allemands interdiront toutes les commémorations.

FR. DM

PREFECTURE
d'ILLE-et-VILAINE
-:-
Cabinet du Préfet

ETAT FRANCAIS

Rennes, le 7 Novembre 1941.

LE PREFET d'ILLE-et-VILAINE,

à Messieurs les MAIRES du département,

M. le Général Feldkommandant du département d'Ille-et-Vilaine me fait savoir que toutes manifestations et tous rassemblements quelqu'ils soient, sont interdits le 11 novembre 1941 et que de même, en ce qui concerne les particuliers, est interdite toute attitude en public qui serait susceptible d'être considérée comme une participation tacite à la commémoration du 11 novembre 1918.

M. le Feldkommandant indique expressément que dans les circonstances actuelles toute manifestation, même individuelle, ne pourrait être considérée que comme constituant une provocation à l'égard de la Puissance Occupante.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir informer vos administrés de cet ordre des Autorités Allemandes, et je vous prie de prendre les mesures nécessaires pour éviter toute tentative d'infraction à cette interdiction.

D'autre part, je vous informe que le Gouvernement a décidé qu'en raison des circonstances, le 11 Novembre 1941 ne serait pas considéré comme jour férié et que le travail ne serait pas arrêté pendant cette journée.

Je vous prie de bien vouloir rendre compte immédiatement de tout incident qui se produirait dans votre commune.

François RIPERT.

Instructions du préfet aux maires du département d'Ille-et-Vilaine au sujet de la commémoration du 11 novembre, 7 novembre 1941. Archives de Rennes, 6 H 29.



HEURES SOMBRES À RENNES

Quelques mois après la création de l'OS, le PCF décide d'élargir son recrutement à des non-communistes en créant le Front National au printemps 1941. Il s'agit essentiellement d'une activité de propagande. Mais c'est avec la transformation de l'OS en FTPF qu'une étape supplémentaire sera franchie avec l'adoption de la tactique de lutte immédiate et de guérilla permanente contre l'occupant. Les effectifs restent encore très faibles.

En effet, l'année 1941 est celle où les mouvements collaborationnistes semblent à leur apogée. Les Allemands sont victorieux sur tous les fronts. Les Français, comme les Rennais, sont encore largement pétainistes. Les « partis uniques » s'affichent ostensiblement et ont pignon sur rue avec leurs permanences installées le plus souvent dans des locaux « aryanisés ». Les conférences se succèdent, ainsi celle de Marcel Déat, le chef du Rassemblement National Populaire (RNP), tenue le 14 décembre 1941 au cinéma Le Royal.

A-t-on plus collaboré à Rennes qu'ailleurs ? Si l'on s'en tient aux seuls partis autorisés de la Zone Occupée, il ne semble pas. Prenons l'exemple du RNP justement, l'un des plus importants partis collaborationnistes. Si l'on compare Rennes et Caen, villes d'égale importance, 335 noms figurent sur une liste retrouvée chez le chef du RNP de Rennes et 330 sur celle retrouvée à Caen. Un fichier du groupe Collaboration indique 200 membres en Ille-et-Vilaine, contre 300 dans le Calvados. Nous sommes donc bien dans le même ordre de grandeur. En recoupant différents fichiers retrouvés aux archives, et sachant que la double appartenance était fréquente, ce sont 1 000 à 1 200 personnes qui ont adhéré aux mouvements collaborationnistes en Ille-et-Vilaine.

R. N. P.

LA CONFÉRENCE DE M. MARCEL DÉAT

La réunion de Marcel Déat s'affirme comme devant avoir un très grand succès.

Nul doute que les adhérents et sympathisants R. N. P. de Rennes ne viennent en foule pour applaudir leur chef.

Nul doute également que tous ceux qui, en ces heures tourmentées, cherchent à connaître quelle doit être la position de la France dans l'Europe nouvelle et quelle est, à ce point de vue, la position



de notre Parti, ne viennent entendre le grand orateur, le Français courageux qu'est Marcel Déat.

Nul doute aussi que tous ceux qui connaissent les grandes difficultés matérielles et morales des temps présents, qui cherchent loyalement à comprendre, ne viennent écouter l'exposé de Marcel Déat et n'en tirent un très grand profit.

Les portes du « Royal » ouvriront à 9 h. 30. La conférence commencera à 10 heures précises.

Il est rappelé que toutes les places retenues qui ne seront pas occupées à cette heure seront attribuées d'office.

On peut encore se procurer des cartes d'entrée ce matin à la Permanence, 1, quai Lamennais, et toute la journée aux bureaux de tabac: 2, rue de Nemours et tabac des Arcades près du Théâtre.

Le Secrétaire R. N. P.

La section locale de la L.N.P. et le service d'ordre sont convoqués dimanche matin, à 8 h., au Royal.

L'Ouest-Eclair,
13 décembre 1941.



Ce qui caractérise surtout Rennes, c'est la forte présence des autonomistes bretons, les « Breiz Atao », soutenus financièrement par l'Allemagne : le Parti National Breton (PNB) et son journal *L'Heure Bretonne*, Yann Fouéré et son journal *La Bretagne*, l'Institut Celtique et le poste radio Rennes-Bretagne de Roparz Hemon.

Carton d'invitation du RNP, 14 décembre 1941.
Archives de Rennes, 6 H 26.



HEURES SOMBRES À RENNES

LA SITUATION À RENNES EN 1942

M. Jacques Doriot parle à Rennes de la croisade antibolchevique

« C'est le sort de l'Europe qui se joue à l'Est »
Et le conférencier salue le Maréchal et M. Pierre Laval
auxquels il fait confiance pour conduire la France dans la voie
de la Révolution Nationale et de la collaboration européenne

UNE GRENADE LANCÉE EN DIRECTION
DU CONFÉRENCIER
EXPLOSE SANS L'ATTEINDRE



M. JACQUES DORIOT A LA TRIBUNE

Nous avons entendu hier M. Jacques Doriot qui a parlé au théâtre de Rennes, après s'être fait entendre vendredi au Cirque d'Angers et qui parlera de nouveau à Nantes le 24. Toutes les horreurs, toutes les turpitudes du bolchevisme, toutes les misères qu'il engendre, ses vices et ses crimes, le conférencier les a étalés devant un public nombreux et attentif.

Un régime d'asservissement opprime la Russie, et c'est ce régime-là que Staline rêvait — à la faveur du conflit actuel — d'étendre à l'Europe, la France comprise. Combien de nos compatriotes égarés par la propagande étrangère, aveuglés à tel point que chez eux le sens national est obnubilé, refusent de se rendre à l'évidence.

Certes, il est monstrueux, au vingtième siècle, qu'un peuple de près de 200 millions d'habitants soit réduit à l'état d'ilotés; mais n'est-il pas aussi monstrueux que chez nous des gens se disant épris d'ordre, de progrès, de liberté, pactent avec les doctrinaires qui sont les pires ennemis de la civilisation et de l'humanité. On reste confondu devant tant d'aberration.

Si le rempart, que les Allemands et leurs alliés opposent aux bandes soviétiques, cédait, la vague rouge déferait sur notre pays et les révolutionnaires d'obédience moscovite auraient beau jeu pour y appliquer leurs méthodes. s'y livrer à leurs

excès, saper les bases de notre société.

Nos bons bourgeois qui, hier encore, applaudissaient lorsque les communiqués de Moscou annonçaient la prise de quelques arpents de neige ou de villages sans noms, seraient les premières victimes de ce chambardement. Ils ne manqueraient pas de lancer des appels désespérés à leurs amis de Londres et de Washington. La réponse? On la devine. Ce serait celle de Churchill à Weygand, celle de Roosevelt à Paul Reynaud, au moment de la débâcle: « Mille regrets, Messieurs les Français, nous ne nous battons pas pour vous! »

La victoire du bolchevisme, ce serait la fin de la France.

A la veille des graves événements militaires qui vont se dérouler, et qui seront décisifs, il est urgent que les Français qui n'ont pas encore compris se ressaisissent, qu'à la lumière des réalités s'éveille leur clairvoyance.

M. Jacques Doriot a exalté hier, devant son auditoire rennais, les soldats de la Légion des Volontaires antibolcheviques: hommes de tous âges, de toutes conditions, qui, dès le premier jour, ont eu conscience du danger, sont partis sur le front de l'Est, estimant que la France avait sa place marquée parmi les nations dressées contre la barbarie.

Rappelons-nous le message qui leur fut adressé par le maréchal Pétain: (SUITE-PAGE 2)

C'est une année charnière qui voit la Résistance se développer, avec pour conséquence une intensification de la répression allemande.

En 1942, les effectifs des FTPF ne dépassent pas la centaine d'individus en Ille-et-Vilaine, bien implantés dans le nord du département autour de leur chef « Loulou » Pétri. La région fougeraise et ses carrières de granit permet de voler des explosifs pour réaliser des attentats contre les bâtiments occupés par les Allemands mais aussi, et c'est nouveau, contre les partis collaborationnistes. Ainsi à Rennes, le dimanche 19 avril 1942, au lendemain de la formation du gouvernement Laval, un engin explosif est jeté dans la salle du théâtre lors d'une conférence du Parti Populaire Français (PPF) de Jacques Doriot.

L'Ouest-Eclair, 20 avril 1942.



Portrait de Louis Pétri,
vers 1944-1945.
Archives de Rennes, 22 Num 06.



HEURES SOMBRES À RENNES

C'est aussi l'année où Rennes subit ses premiers bombardements alliés que la propagande de Vichy ne manque pas de stigmatiser.

L'Ouest-Eclair
AL QUOTIDIEN REGIONAL UN FRANC

RENNE, 36, rue du Pré-Botté, Tél. 25-71 - C.P. LES RENNES
MARDI 9 MARS 1943
1943
Mardi-Gras

UN ACTE DE SAUVAGERIE
L'aviation anglo-américaine accomplit une œuvre de mort et de dévastation sur la capitale de la Bretagne
*De nombreux immeubles sont détruits
Des quartiers entiers sont endommagés*
PLUS DE CENT PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES et l'on compte un grand nombre de blessés

ANDES
étiques
Kharkov

détruits dans ce
a avança.
leur ventral les
lons ont effectués
précédés dans le
mouvements des
des. L'ennemi a
poussé avec de
e des opérations
nées de front
rat depuis plu-
sivement à l'ins-
i de myrtille à
ar nos détachés.
l'ennemi aie ex-
pression.
ne l'ennemi, la ba-
s'est, peursante
la même inten-

(Breton, à. de notre rédaction).
Une ville de plus dans la déso-
lution; des femmes, des enfants
luis, des centaines de familles en
deuil. Les sautages aériens ont
l'auront même pas l'excuse d'avoir
se volatilisaient; amuseurs et cha-
rjands étaient emportés sous les
décombres.
LA MORT ET LA RUINE
Près de l'avenue Janvier, des
voyageurs, débarqués dans l'avenue
de nombreux autres immeubles
sont détruits ou endommagés.
Toute la Casbah, les rues St-Hélène,
Villeneuve-Mareuil, rue St-Hélène,
rue Julien-Ducommun. En plein
centre de la ville.

de nombreux autres immeubles
sont détruits ou endommagés.
Toute la Casbah, les rues St-Hélène,
Villeneuve-Mareuil, rue St-Hélène,
rue Julien-Ducommun. En plein
centre de la ville.

L'Ouest-Eclair, 9 mars 1943.

Illusions !

L'Ouest-Eclair
JOURNAL QUOTIDIEN REGIONAL UN FRANC

RENNE, 36, rue du Pré-Botté, Tél. 25-71 - C.P. LES RENNES
MARDI 12 MARS 1943
1943
Mardi-Gras

Les funérailles nationales des victimes du bombardement américain de Rennes
La population de la capitale bretonne tout entière s'est pieusement associée au deuil des familles éprouvées
M. Cathala, ministre des Finances, et Mgr Roques, archevêque de Rennes ont stigmatisés le crime inexpiable des agresseurs

Les troupes soviétiques rejetées sur Kharkov
On se bat dans la périphérie de la ville

G. G. G. DU FURBER, 11. — LE G. G. ALLEMAND COM-
MUNIQUE.
Sur le front Est de la tête de pont de Kharkov, soviétiques
de l'ennemi. Les alliés soviétiques, effrayés de plusieurs
vagues, ont été repoussés au camp de leur camp. L'ennemi a
surtout à l'ouest.
Dans le secteur de Kharkov, sont défilés dans le plus grand
des défilés, continuant leur at-
tente, ont été repoussés sur la
tête de pont de Kharkov, soviétiques, effrayés de plusieurs
vagues, ont été repoussés au camp de leur camp. L'ennemi a
surtout à l'ouest.
Dans le secteur de Kharkov, sont défilés dans le plus grand
des défilés, continuant leur at-
tente, ont été repoussés sur la
tête de pont de Kharkov, soviétiques, effrayés de plusieurs
vagues, ont été repoussés au camp de leur camp. L'ennemi a
surtout à l'ouest.

Une vue de la cérémonie, place de la Mairie.
Les funérailles nationales des victimes du bombardement américain de Rennes ont eu lieu à la cathédrale de Rennes, sous la présidence de M. Cathala, ministre des Finances Nationales et des Finances, et Mgr Roques, archevêque de Rennes, représentant le Gouvernement.

304.000 tonnes de bateaux coulés par les sous-marins de l'axe depuis le début de mars
207.000 tonnes ont été envoyées par le fond en 24 heures

G. G. G. DU FURBER, 11. — LE G. G. ALLEMAND COM-
MUNIQUE.
Nos sous-marins, poursuivant leur offensive, ont depuis plusieurs
jours en contact avec un cimetière parti d'Amérique du Nord et
survivent vers l'Angleterre.
Une formation de sous-marins ont pris en chasse et coulé
304.000 tonnes de bateaux.

L'Ouest-Eclair, 12 mars 1943.

HEURES SOMBRES
À RENNES



*Affiche de propagande vichyste, date inconnue.
Archives de Rennes, 9 Fi 44.*



HEURES SOMBRES
À RENNES



Affichette de propagande vichyste, date inconnue.
Collection particulière Kristian Hamon.



HEURES SOMBRES À RENNES

Avec le débarquement des Alliés en Afrique du Nord le 8 novembre 1942, mais surtout la capitulation de la Wehrmacht à Stalingrad le 2 février 1943, les Rennais prennent conscience que les Allemands ne sont plus invincibles. On assiste alors à un glissement de l'opinion publique, de plus en plus favorable à la Résistance.

Nous l'avons vu, avant la formation de l'OS puis des FTPF, les débuts de la Résistance furent le fait d'initiatives locales, individuelles et isolées. L'action de ces mouvements consistait essentiellement en la

recupération d'armes et la recherche de renseignements (Le groupe Gallais à Fougères). Fin 1942, les réseaux, qu'ils dépendent de la France Libre, avec le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) de Londres, ou du Spécial Opérations Exécutive (SOE), se développent. Parallèlement à la recherche de renseignements, on assiste à la mise en place de réseaux d'action et surtout de filières d'évasion pour les aviateurs alliés, vers l'Angleterre. Les deux plus connus à Rennes étant Bordeaux-Loupiac (BCRA) et Var (SOE). Ils seront l'objet d'une répression féroce.

LA SITUATION À RENNES EN 1943-1944

En cette année 1943, Rennes va connaître ses plus terribles bombardements (18 février, 26 février, 8 mars, 29 mai, 8 août, 13 août). Cette année est aussi cruciale pour la Résistance, qui s'affirme et se structure avec la création des Mouvements unis de la Résistance (MUR) en janvier 1943 et de l'Armée Secrète (AS). Mais c'est surtout l'instauration du Service du Travail Obligatoire (STO), qui suscite un sentiment d'hostilité parmi la population. Plus de 80 % des jeunes d'une même classe d'âge ne répondent pas aux convocations et prennent la fuite à la campagne. Les autorités d'occupation se plaignent de la complicité des forces de l'ordre, notamment des gendarmes, qui traînent des pieds pour arrêter les réfractaires. Cet afflux de réfractaires dans les campagnes va entraîner la création des premiers maquis du département (Teillay au sud, Broualan au nord) mais aussi vers les départements voisins des Côtes-du-Nord et du Morbihan. Pour autant, il ne faut pas en conclure que tous ces jeunes vont participer de manière effective à la résistance armée. Ils cherchent avant tout à se dissimuler sans prendre les risques de la lutte armée. La difficulté sera de leur fournir des faux papiers et des tickets de rationnement.

Les FTPF redoublent d'activité et les attentats se multiplient : le 28 février 1943, un engin explosif est placé sous un siège du cinéma le Royal lors d'une séance réservée aux soldats allemands. Le 14 juillet 1943, c'est la permanence du Parti Populaire Français (PPF) du 26 bd de la Liberté, à l'angle de la rue de Nemours, qui est détruite. Il s'agit là encore d'un local « aryanisé », le magasin « Les Nouveautés Parisiennes », qui appartient à Elijas Kaganas, un juif lituanien qui a été arrêté et déporté. (« La nouvelle de ce geste stupide a provoqué en ville un sentiment général de réprobation » écrit *L'Ouest-Eclair*). Le PPF s'installera au 5 bd Magenta. Le 20 octobre 1943 c'est un transformateur situé rue de l'Alma qui est détruit.

Au début de l'année 1944, les attentats s'enchaînent. Le 31 janvier une bombe blesse deux Allemandes et un soldat au cinéma Le Royal. Le 16 mars une autre bombe est déposée sur la fenêtre de l'Hôtel du Commerce, rue Dupont-des-Loges et fait 20 blessés parmi les soldats allemands. Le 31 mars, un attentat vise la permanence du RNP, quai Lamennais et la Chapellerie Emile, à l'angle du boulevard de la Liberté et de la rue Tronjolly. Le 26 avril, c'est la LVF qui est visée. L'action la plus spectaculaire reste cependant le fameux coup de main du 30 avril contre la prison de Vitré, lorsque « Loulou » Pétri et ses FTPF neutralisent les gardiens et libèrent une cinquantaine de prisonniers politiques ; laissant les droits communs sur place. Après ce coup d'éclat, Pétri passera la nuit chez Jean Flouriot.



*Bombardement de la gare de Rennes, 1943.
Archives de Rennes, 350 Fi 309_2.*



Archives de Rennes, 350 Fi 309_3.



Archives de Rennes, 23 Num_05.



Archives de Rennes, 23 Num_06.



Archives de Rennes, 23 Num_07.

HEURES SOMBRES À RENNES

LA RÉPRESSION

Comme toutes les armées en campagne, la Wehrmacht dispose de sa propre prévôté : la Feldgendarmerie. Les deux premières années de l'Occupation, c'est l'Abwehr, le service de renseignement et de contre-espionnage de la Wehrmacht, qui est chargé de la lutte contre la Résistance. L'Abwehr recrute des agents locaux chargés d'infiltrer les mouvements de résistance, en général des hommes et des femmes issus de partis collaborationnistes, notamment du PNB. Ces agents se rendent dans deux villas situées quartier de la rue de Fougères qu'il n'a pas été possible de localiser avec précision. Aux côtés de l'Abwehr, on trouve également la Geheime Feldpolizei (GFP) police secrète de campagne, qui est installée rue de Robien. Les agents de l'Abwehr ne participent pas aux coups de filet ou aux opérations de police. Une fois les renseignements obtenus, ils sont transmis au Sicherheitsdienst (SD), le Service de sûreté de la SS, ou à la Feldgendarmerie qui procèdent aux arrestations. Au mois d'avril 1942, face à la montée du « terrorisme », les Allemands réorganisent leurs services de police en France. La Wehrmacht se voit retirer ses pouvoirs de police au profit de Karl Oberg, intronisé chef suprême des polices et des SS en France par Reinhard Heydrich.

Policiers du SD devant la Maison des étudiantes, vers 1943-1944. Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 52 J, fonds Henri Fréville.

C'est ainsi que le SD s'installe au mois de mai dans la Maison des étudiantes, bâtiment de construction récente, situé rue Jules-Ferry.

Maison des étudiantes, 2012. Collection particulière Kristian Hamon.



Le chef du SD est le colonel SS Hartmut Pulmer, un national-socialiste convaincu. Pulmer est un dur, qui déteste aussi bien les Français que les Allemands qui n'appartiennent pas au parti nazi. Les relations entre le SD et la Feldkommandantur 748 ne sont pas bonnes. La Wehrmacht n'appréciant pas les méthodes des SS.

Il y a environ 70 fonctionnaires à la Maison des étudiantes : officiers, policiers, interprètes, et autres « souris grises » françaises. Ils sont en civil, sauf lors des opérations où ils revêtent l'uniforme.





HEURES SOMBRES À RENNES

On estime à 2 000, le nombre de patriotes ou résistants arrêtés et déportés par le SD. Sans l'appui d'un vaste réseau d'agents, d'indicateurs et de mouchards disséminés sur toute la Bretagne, le SD n'aurait jamais pu obtenir un tel résultat. Parmi ces agents, les membres du PNB sont particulièrement appréciés, du fait de leur connaissance du terrain et de la langue bretonne. Ainsi ce Joseph Le Ruyet, un ancien des « Bagadoù Stourm » (Groupes de combat), le mouvement de jeunesse du PNB. Le Ruyet est un spécialiste de l'infiltration. Dans son département, le Morbihan, il s'adresse en breton aux paysans susceptibles de ravitailler les maquisards pour obtenir des informations. Les résistants vont finir par assassiner sa sœur de deux balles dans la tête à Bubry, le 14 avril 1944. Véritable brute, Le Ruyet est responsable de la mort d'une trentaine de résistants. A Rennes, le 20 avril 1944, il participe au coup de filet effectué par le SD à l'Hôtel du Cheval d'Or, place de la Gare. C'est là que se retrouvaient plusieurs chefs de la Résistance, tel Victor Louviot, chef des titres au Crédit Lyonnais et responsable de Libération-Nord. Mme Tanguy, propriétaire de l'hôtel, ainsi que sa fille, seront arrêtées puis emmenées avenue Jules-Ferry. Elles seront déportées.

Un autre agent, très redoutable, s'appelle Roger Le Neveu dit « Le Légionnaire ». Réussissant à infiltrer le réseau Pat O'Leary, il va remonter jusqu'à la comtesse Betty de Mauduit, que Jean Flouriot connaissait bien et qui cachait des parachutistes alliés dans son château

de Bourg-Blanc, à Plourivo. Elle sera arrêtée et déportée. Le 11 octobre 1943, on retrouve Le Neveu à Rennes, puisqu'il blesse mortellement Jean-Claude Camors, qui avait rendez-vous avec André Heurtier, chef régional du réseau Bordeaux-Loupiac puis de Libération-Nord, au café de l'Epoque, rue du Pré-Botté. Le Neveu sera à son tour exécuté d'une balle dans la nuque par un de ses « camarades » à Saint-Jacques-de-la-Lande, mais rien n'est moins sûr.

Quoi qu'il en soit, au printemps 1944, la répression s'accroît sur la Résistance. Ce sera encore plus net après le débarquement et tout au long du mois de juillet. Depuis l'attentat manqué contre Hitler, les nazis et leurs supplétifs multiplient les exécutions sommaires contre les « terroristes », abattus sans autre forme de procès. On ne compte plus les fosses communes en Bretagne. Dans certains endroits, la situation de la Résistance est dramatique et les réseaux sont totalement décapités.

Cette répression sauvage n'est plus le fait de la seule Wehrmacht ou des SS. En effet, depuis le 27 janvier 1944, la Milice française de Darnand est autorisée à intervenir en zone nord. A la collaboration politique et économique de Vichy s'ajoute donc désormais la collaboration armée. Si l'histoire de la Milice est connue, celle de ces groupes armés l'est moins. En civil ou sous l'uniforme, ces supplétifs du SD, cantonnés à Rennes, vont participer aux pires exactions contre la Résistance.

LA COLLABORATION ARMÉE

LA FORMATION PERROT

ou Bezen Perrot en breton, émanation du Service Spécial de Célestin Lainé, a été créée au mois de septembre 1943, après l'exécution de Yann Bricler, responsable local du PNB de Quimper, par la Résistance. Elle prendra ensuite le nom de Jean-Marie Perrot – figure tutélaire du mouvement breton d'avant-guerre et très controversé curé de Scignac (Finistère) – abattu par un jeune résistant le 12 décembre 1943. A l'origine, la Formation Perrot était chargée d'assurer la protection des militants nationalistes menacés par la Résistance. La « Bretonische Waffenverband der SS », ainsi que la nomme les Allemands, va progressivement intégrer le SD et participer aux opérations de police menées par les nazis. Son chef, Célestin Lainé, a installé son QG au 29, quai d'Ille-et-Rance. Un premier cantonnement est

installé dans une propriété située au 19, rue Lesage. Elle sera incendiée lors de leur départ. Face à l'afflux des nouvelles recrues, un deuxième sera ouvert au 19 bd de Sévigné. La discipline y est très stricte. La moyenne d'âge est jeune, certains ont leur baccalauréat et sortent tout juste du lycée. Issues du PNB et des « Bagadoù Stourm » pour la plupart, les recrues doivent suivre des cours d'allemand et de breton ainsi qu'une formation militaire. Ses membres ont signé un engagement, touchent une solde et prennent leurs repas au SD, où ils montent également la garde. Ils ont tous adopté un pseudonyme, ce qui ne facilitera pas les recherches. 75 ont été identifiés par mes soins, mais ils étaient probablement plus nombreux.



*Bagadoù Stourm, 1941.
Collection particulière Kristian Hamon.*



*Emplacement du cantonnement du
Bezen Perrot, 19 bd de Sévigné.
Collection particulière Kristian Hamon.*

HEURES SOMBRES À RENNES

Ce n'est donc pas une milice mais une unité de police allemande, composée exclusivement de français, revêtus de l'uniforme Waffen SS, ayant combattu sur le sol français contre d'autres Français.



Membre du Bezen Perrot à Tübingen (Allemagne), 1945. Collection particulière Kristian Hamon.



Membres du Bezen Perrot à Tübingen (Allemagne), 1945. Collection particulière Kristian Hamon.

A Rennes, le 10 mai 1944, une souricière est tendue au 12 rue de Châteaudun pour arrêter Maurice Prestaut, alias « Patro », délégué régional du mouvement "Défense de la France". Le résistant, sur ses gardes, sort un pistolet de son béret, tue Auguste Le Deuff alias « Verdier » et blesse à la main un autre membre du Bezen, surnommé « Le Maout ». Prestaut sera quand même arrêté et emmené au SD. Fous de rage après la mort de Le Deuff, qui sera inhumé au cimetière de l'Est avec les honneurs militaires allemands, les membres du Bezen se déchainent sur Prestaut qui est torturé dans les caves de la Maison des étudiantes. Maurice Prestaut sera fusillé le 8 juin 1944 au Colombier.

HEURES SOMBRES À RENNES

LA SELBSTSCHUTZPOLIZEI (SSP)

Police spéciale d'autoprotection, elle arrive à Rennes au mois de mai 1944, où elle est cantonnée au 76 bd de la Duchesse Anne. Si elle porte un nom allemand, cette unité est composée d'une douzaine de jeunes Français. Ces hommes sont revêtus d'un uniforme bleu de chasseurs alpins. Mélange de jeunes gens de bonne famille et de voyous, le groupe a été formé à l'école de police allemande de Taverny (Val-d'Oise) par l'officier SS Hermann Bickler, autonomiste alsacien et vieille connaissance du PNB. Lorsqu'ils sont en opération ils portent un brassard jaune sur le bras avec les lettres SSP. Ils sont souvent en opération aux côtés du Bezen et n'ont pas bonne réputation. Ainsi ce Rémy Daigre, brute épaisse et alcoolique, ancien maître d'hôtel à Rennes et surnommé « Œil de verre ». La plupart seront arrêtés et fusillés.

*La Selbstschutzpolizei, 1944.
Archives départementales d'Ille-et-Vilaine,
52 J, fonds Henri Fréville.*



LE GROUPE D'ACTION

Plus exactement « Groupe d'Action pour la Justice Sociale », créé lui aussi au mois de mai 1944, il est une émanation du PPF. A l'origine, les membres de ce groupe, une quinzaine d'hommes, étaient chargés de traquer les réfractaires du STO. Toujours en civil, ils sont armés et disposent d'une carte de police allemande. Ils vont très vite basculer dans la répression contre la Résistance et participer aux opérations contre les maquis. Ils sont à Broualan (Ille-et-Vilaine) aux côtés de la Milice et du Bezen. Originaires de la région de Saint-Malo, où ils ont été recrutés par le docteur Daussat, responsable local du PPF, ils arrivent à Rennes le 8 juin 1944 et s'installent au 25 rue d'Echange. Eux aussi ont mauvaise réputation. Un des responsables reconnaîtra lui-même avoir été à la tête « d'une véritable bande de gangsters ». Contrairement au Bezen ou à la SSP, il n'y a aucune discipline. Ils vivent avec leurs maîtresses et sont rétribués 3 600 F par mois, salaire qui peut être doublé grâce aux primes et au marché noir. Le 24 juillet 1944, deux membres du groupe, dont un certain Georges Tilly, qui avait été exclu de la Formation Perrot, se présentent au café Moizan, 49 boulevard de Chézy, et arrêtent le patron, soupçonné d'aider la Résistance. Emmené rue d'Echange, le cafetier est torturé mais ne parle pas. Ils vont alors chercher sa femme et la torturent devant son mari. Le pauvre homme sera finalement abattu d'une balle dans la tête puis lesté d'une enclume et jeté dans le canal d'Ille-et-Rance.

HEURES SOMBRES À RENNES

LA FRANC-GARDE

Un premier groupe de la Milice avait été créé à Rennes au mois d'avril 1944 par Raymond du Perron de Maurin, commissaire aux questions juives et délégué départemental de la Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme (LVF). Ce groupe n'était pas très actif. Le 15 mai, un détachement d'une dizaine de miliciens est envoyé de Paris vers Rennes et placé sous le commandement d'Emile Schwaller. La milice se développe et recrute de nouveaux membres. L'unité prend alors le nom de « Groupe de Bretagne ». Ces hommes sont cantonnés au lieu-dit La Croix-Rouge, à l'intersection des routes de Saint-Brieuc et de Vezin-le-Coquet.



*Emplacement du cantonnement de La Croix-Rouge, vers 1960.
Photo H. et M. Charrier, in Villejean 30 ans d'histoire (Archives de Rennes, R2-209).*

Sur une liste saisie au château d'Apigné, on relève les noms de 120 adhérents à Rennes. Tous n'étaient pas des membres actifs. Une autre liste, saisie au siège de la rue Le Bastard, indique 300 personnes susceptibles de servir d'indicateurs. Schwaller est un tortionnaire et une brute épaisse, ancien de la LVF, il a combattu sur le Front russe. Il fait partie des cibles prioritaires de la Résistance et loge avec sa femme surnommée « La Panthère » et leur garçon au cantonnement. A un patriote qu'il « interrogeait », Schwaller déclare : « La pitié est dans mon nerf de bœuf ».



HEURES SOMBRES À RENNES

Peu après le Débarquement, arrive à Rennes la « Deuxième Unité de Marche de Bretagne ». Il s'agit d'une unité de francs-gardes, jeunes miliciens encasernés et armés. Ils arborent un écusson herminé sur leur uniforme. Cette centaine, commandée par le sinistre Di Constanzo, dont la réputation n'est guère plus flatteuse que celle de Schwaller, s'installe rue du Griffon puis à l'asile Saint-Méen. Un de leurs chefs, Le Neuf de Neuville, se vantera « d'avoir fait mouche » sur Louis Volclair, tué sur son lit à la

clinique de la Sagesse le 30 juin 1944. Ce sont ces mêmes hommes qui ont abattu les résistants Gaëtan Hervé et Pierre Lemoine, et blessé Oscar Leroux. Les patriotes arrêtés lors des rafles sont regroupés à l'asile Saint-Méen pour y subir un premier tri. Ils sont ensuite emmenés au château d'Apigné pour y être torturés. Jusqu'à la Libération et toujours sous la direction du SD, la Franc-Garde va participer aux opérations contre les maquis aux côtés de la Formation Perrot, de la SSP et du Groupe d'Action.

*Emplacement du cantonnement
de la Milice, rue du Griffon.
Collection particulière
Kristian Hamon.*



HEURES SOMBRES À RENNES



*Chenillette américaine,
Maison-Blanche, août 1944.
Archives départementales d'Ille-et-Vilaine,
fonds Pétri, 167 J.*



*Batterie de la Flak allemande,
Maison-Blanche, août 1944.
Archives départementales d'Ille-et-Vilaine,
fonds Pétri, 167 J.*



*Char Sherman, Maison-Blanche, août 1944.
Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, fonds Pétri, 167 J.*

Dès lors que les Américains sont signalés au Nord de la ville, le 1^{er} août 1944, c'est le sauve-qui-peut général parmi les « collabos » de la ville qui savent ce qui les attend s'ils tombent aux mains des Forces françaises de l'intérieur (FFI).



HEURES SOMBRES À RENNES

XI^E RÉGION

Rennes, le

ÉTAT-MAJOR

1^{er} Bureau
Justice militaire

N° 111/9m

Le Général Commandant la XI^e Région militaire
à Monsieur le Maire de RENNES.

Objet :

J'ai l'honneur de vous faire connaître que
l'exécution du nommé :
GESLIN Claude condamné le 22 Septembre 1944
par le Tribunal Militaire Permanent de la XI^e Région
siégeant à RENNES
à la peine de mort pour Trahison.
aura lieu le Vendredi 1^{er} Décembre 1944 à 7h45 au
Stand de Tir de Coëtlogon.
au Q.G. à RENNES le 29 Novembre 1944.

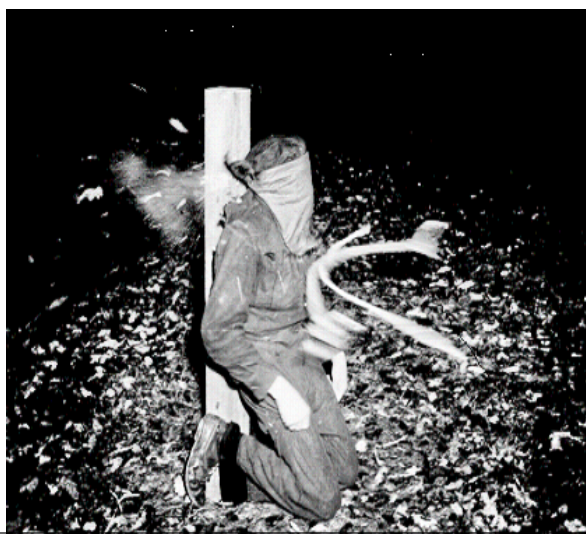
Oberthur Imprimeur Rennes-Paris 31.0779 (3092-9-44)



M. Auver

Condamnation à mort d'un agent du SD, 29 novembre 1944.
Archives de Rennes, H 29.

HEURES SOMBRES À RENNES



*Exécution d'un traître,
l'Enfer au Thabor, 1944.
Photo prise par un reporter américain.*



*Femme tondu entre deux G.I.'s
à Rennes, 1944. Archives de Rennes, 23 Num 04.*

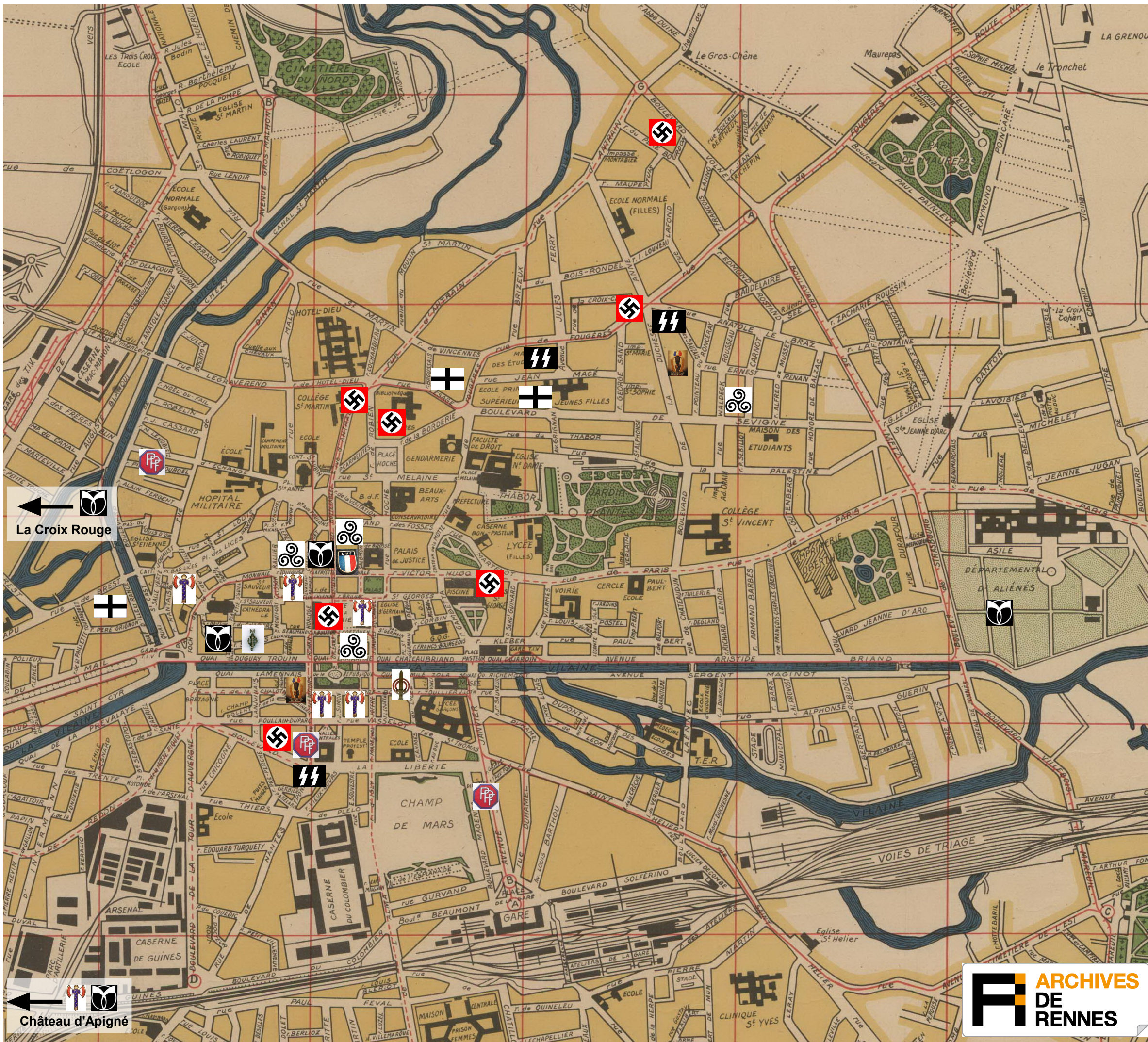


HEURES SOMBRES À RENNES









Durant trois jours, les troupes alliées sont bloquées à Maison-Blanche par une forte résistance allemande qui oblige le général Wood à contourner la ville par l'Ouest. La Franc-Garde, la SSP, le Groupe d'Action et les collaborationnistes les plus compromis avec l'occupant vont mettre à profit ce répit pour détruire les dossiers les plus compromettants et prendre la fuite. En tant qu'unité allemande, la Formation Perrot est évacuée par un convoi du SD, avant que les Allemands n'aient fait sauter les ponts sur la Vilaine. Réfugiés dans les abris pour échapper aux tirs d'artillerie, les Rennais ignorent le drame qui se déroule à la prison Jacques-Cartier. Les prisonniers politiques, encadrés par les soldats allemands, ont été conduits de nuit et à pied le long de la voie de chemin de fer jusqu'au polygone de la Courrouze. Un premier convoi de déportés quitte Rennes dans la nuit du 2 au 3 août. Un deuxième, plus connu sous le nom de « train de Langeais », partira dans la nuit du 3 au 4 août, juste avant la libération de la ville.

A ce moment, le convoi du SD et de la Formation Perrot se dirige vers Paris. Retraite vers l'Est parsemée de désertions et d'exactions jusqu'au passage du Rhin en septembre 1944. Les plus compromis décideront de rester en Allemagne. Condamnés à mort par contumace, la plupart d'entre eux s'exileront en Irlande ou en Amérique du Sud. Les autres, ceux qui n'ont pas trop de sang sur les mains et qui ont déserté en cours de route, seront arrêtés puis ramenés à Rennes pour être interrogés par Jean Flouriot.

La répression allemande et la collaboration à Rennes : principaux lieux










Services allemands

-  **SD** (Sicherheitsdienst), Cité des étudiantes, Avenue Jules Ferry
-  **Waffen SS** Bureau de recrutement, 27 bd de la Liberté
-  **Feldkommandantur 748**, Faculté de lettres, Place Hoche
-  **Kreiskommandantur**, 15 rue Poullain-Duparc
2 rue Martenot
-  **Platzkommandantur**, Hôtel de Ville, entrée sud
-  **GFP** (Geheime Feldpolizei), Rue de Robien
-  **Abwehr**, villa non-localisée, Rue de Fougères
-  **Ordnungspolizei**, 8 bd Volney

Mouvements collaborationnistes

-  **Milice Française**, Siège, 11 rue Le Bastard
-  **Milice Française**, Cantonnement, La Croix Rouge
-  **Légion Tricolore**, 2 Galerie du Théâtre
-  **CAA** (Comité d'Action Antibolchevique), 16 rue Nantaise
-  **Groupe Collaboration**, 4 rue Duguesclin
-  **COSI** (Comité Ouvrier de Secours Immédiat), 16 rue du Pré-Botté
-  **JEN** (Jeunesses pour l'Europe Nouvelle), 6 rue Duguesclin
-  **Commissariat Général aux Questions Juives**
7 rue de Nemours
-  **CENS** (Cercle d'Études National-Socialiste)
-  **LVF** (Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme)
9 rue Nationale
-  **PPF** (Parti Populaire Français), 26 bd de la Liberté
-  **PPF** (Parti Populaire Français), 5 bd Magenta
-  **RNP** (Rassemblement National Populaire)
48 bd de la Duchesse Anne
-  **RNP** (Rassemblement National Populaire), 1 quai Lamennais
-  **MSR** (Mouvement Social Révolutionnaire), 8 quai Émile Zola
-  **Le Francisme**, 13 rue du Chapitre
-  **PNB** (Parti National Breton), Siège Bretagne, 11 quai Lamartine
-  **PNB** (Parti National Breton), Siège Rennes, 4 rue de Toulouse
-  **CNB** (Conseil National Breton - 1940), 20 rue Waldeck-Rousseau
-  **CNB** (Conseil National Breton - 1944), 14 rue Le Bastard

Collaboration armée

-  **SSP** (Selbstschutzpolizei), 76 bd de la Duchesse Anne
-  **Groupe d'Action du PPF**, 25 rue d'Échange
-  **Francs-Gardes de la Milice**
(2^e Unité de Marche de Bretagne), 3 rue du Griffon
-  **Francs-Gardes de la Milice**
(2^e Unité de Marche de Bretagne) Asile Saint-Méen
-  **Formation Perrot** (Bezen Perrot), État-major
29 quai d'Ille-et-Rance
-  **Formation Perrot** (Bezen Perrot), Cantonnement
19 rue Lesage
-  **Formation Perrot** (Bezen Perrot), 2^e cantonnement
19 bd de Sévigné



←  La Croix Rouge

←  Château d'Apigné



www.archives.rennes.fr

MAIRIE DE RENNES - ARCHIVES

Place de la Mairie

CS 63126

35031 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 62 12 60

Télécopie : 02 23 62 12 69

archives@ville-rennes.fr

